



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 06 du 6 février 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 7 février 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	98
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>98</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>98</b>
Extrait de l'arrêté n° 43 SGAR 2009 en date du 4 février 2009 relatif à l'organisation de l'examen de guide interprète régional .....	98
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>98</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>98</b>
Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2008 approuvant la modification de l'article 6 des statuts, suite à l'adhésion des communes de Saint-Clément et Laronxe à la communauté de communes du Lunévillois .....	98
Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2008 autorisant l'adhésion de la commune de Veney au syndicat intercommunal scolaire de gestion du collège de Baccarat .....	99
Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2009 portant mandatement d'office .....	99
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>99</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>99</b>
Service actions et établissements de santé .....	99
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 0082-09 du 3 février 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy - autorisation n° 54-45 .....	99
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 0127-09 du 3 février 2009 portant inscription de la société civile professionnelle d'infirmières SCP « CABINET DE SOINS INFIRMIERS DE LA RIVIERE » sise 13 bis rue du Général de Gaulle - 54220 Malzéville – inscription n° 54-09-44 .....	100
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>100</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	100
Extrait de l'arrêté de cessibilité modificatif 2009/DDEA 54/ADUR/004 du 3 février 2009 - Commune de Pont-à-Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activités et d'habitat .....	100
Extrait de l'arrêté de cessibilité 2009/DDEA 54/ADUR/001 du 3 février 2009 - Commune de Maxéville - Création du boulevard Meurthe-Canal à Nancy et Maxéville .....	101
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>101</b>
Extrait de la décision du 2 février 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail .....	101
Extrait de la décision du 5 février 2009 concernant l'intérim des inspections du travail .....	102
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>102</b>
Arrêté du 30 janvier 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du nord-est, relative à l'ingénierie publique .....	102
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>102</b>
Trésorerie de Toul - En date du 26 août 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, contrôleur principal du trésor .....	102
Trésorerie de Toul - En date du 26 août 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Colette AMBERT, contrôleur principal du trésor .....	103

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Extrait de l'arrêté n° 43 SGAR 2009 en date du 4 février 2009 relatif à l'organisation de l'examen de guide interprète régional**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1 - Un examen de Guide Interprète Régional sera organisé le 6 octobre 2009 (épreuve écrite) et les 23-24-25 novembre 2009 (épreuve orale) ; (le lieu sera précisé sur la convocation adressée à chaque candidat).

La réussite à cet examen donnera droit à l'obtention de la carte professionnelle de Guide-Interprète Régional.

Article 2 - Sont autorisés à se présenter à l'examen les candidats de nationalité française, les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ou des pays ayant ratifié les accords de Marrakech créant l'Organisation Mondiale du Commerce et remplissant les conditions prévues par les textes sus-visés.

Article 3 - Les dossiers de candidature sont à demander par écrit à la Délégation Régionale au Tourisme, 6 rue du pont Moreau 57000 METZ. La date limite de réception des dossiers à la Délégation Régionale au Tourisme est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Article 4 - L'examen comporte deux épreuves :

1 - Une épreuve écrite de culture générale (Coeff. 1), d'une durée de 3 heures, comportant 3 sujets obligatoires :

- un sur l'architecture et le patrimoine,
- un sur l'histoire des institutions françaises,
- un sur l'économie touristique régionale.

Sont dispensés de l'épreuve de culture générale, les guide-interprètes régionaux d'une autre région ayant déjà été admis à l'examen depuis qu'il comporte une épreuve écrite, ainsi que les candidats déjà titulaires d'une carte de guide-interprète régional en région Lorraine, qui souhaitent se présenter à l'épreuve facultative de culture patrimoniale dans une autre langue étrangère.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé de la Culture et du Ministre du Tourisme définit les modalités particulières des épreuves auxquelles sont soumis les guides conférenciers des Villes et Pays d'Art et d'Histoire.

2 - Une épreuve orale de culture patrimoniale régionale (Coeff. 1)

Cette épreuve de 30 minutes est consacrée au commentaire d'un document iconographique lié au patrimoine régional, pour moitié en français et pour moitié dans la langue étrangère choisie par le candidat dans la liste suivante :

- Anglais
- Allemand

Le candidat peut, s'il le souhaite, subir une épreuve facultative dans la langue étrangère non choisie au titre de l'épreuve orale obligatoire.

Pour chaque épreuve, le candidat dispose de 30 minutes de préparation.

Article 5 - Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve écrite est admis à se présenter à l'épreuve orale.

Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve orale est déclaré admis à l'examen de guide-interprète régional.

Article 6 - Mme le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et M. le Délégué Régional au Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des quatre Départements de la région Lorraine. Il fera en outre l'objet d'une publicité dans au moins un journal local diffusé dans chacun des départements concernés.

Metz, le 4 février 2009

Pour le préfet de la Région Lorraine,  
Le secrétaire général pour les affaires régionales,  
Chantal CASTELNOT

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**

**Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2008 approuvant la modification de l'article 6 des statuts, suite à l'adhésion des communes de Saint-Clément et Laronxe à la communauté de communes du Lunévillois**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'article 6 des statuts est rédigé ainsi qu'il suit :

« La communauté de communes est administrée par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes membres.

Les sièges sont répartis entre les communes comme suit :

- 2 sièges attribués aux communes de Bénaménil, Croismare, Hériménil, Jolivet, Laneuveville-aux-bois, Manonviller, Marainviller, Moncel-lès-Lunéville, Thiébauménil, Vitrimont, Laronxe, Saint Clément,
- 3 sièges attribués à la commune de Chanteheux;
- 12 sièges attribués à la commune de Lunéville

Chaque commune bénéficiera en outre d'un délégué suppléant, ce nombre est porté à 3 pour la ville de Lunéville. »

Article 2 - Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

Article 3 - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à monsieur le trésorier payeur général et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2008 autorisant l'adhésion de la commune de Veney au syndicat intercommunal scolaire de gestion du collège de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'adhésion de Veney au syndicat intercommunal scolaire de gestion du collège de Baccarat est autorisée.

Article 2 - Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal scolaire de gestion du collège de Baccarat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2009 portant mandatement d'office**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Une somme de 2 457 euros correspondant au solde de la participation communale 2008 de Brémontcourt est attribuée au syndicat intercommunal scolaire d'Einviaux.

Article 2 - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6554 « contingents et participations à des organismes de regroupement » du budget principal 2009 de la commune de Brémontcourt.

Article 3 - Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 - Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Bayon-Blainville-sur-l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

*Service actions et établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 0082-09 du 3 février 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy - autorisation n° 54-45**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'article 1 de l'arrêté modifié du 15 juin 1977 autorisant, sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy - 2 rue du Doyen Jacques Parisot est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de biologie médicale

Siège social : Centre de Médecine Préventive  
2 rue du Doyen Jacques Parisot  
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Directeur :

Monsieur Joseph HENNY, pharmacien biologiste,

Habilité à effectuer les actes suivants :

- Biochimie, hématologie, immunologie, bactériologie, parasitologie, mycologie.

Directeurs Adjoints :

Madame Isabelle CHOUVIAC, pharmacien biologiste,

Mademoiselle Marie-Hélène GENIN, pharmacien biologiste,

Habilités à effectuer les actes suivants :

- Biochimie, hématologie, immunologie, bactériologie, parasitologie, mycologie,

- Tubage gastrique et duodénal,

- Sondage vésical chez la femme,

- Prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux seules fins d'examens microbiologiques ou parasitaires,

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire,

Madame Frédérique GAMBIER, pharmacien biologiste,

Habilité à effectuer les actes suivants :

- Biochimie, hématologie, immunologie, bactériologie, parasitologie, mycologie,

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Article 2 - Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- Madame Marie-Christine KLOP, directrice du Centre de Médecine Préventive,
- Monsieur Joseph HENNY,
- Madame Isabelle CHOUVIAC,
- Madame Frédérique GAMBIER,
- Mademoiselle Marie-Hélène GENIN,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 3 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 0127-09 du 3 février 2009 portant inscription de la société civile professionnelle d'infirmières SCP « CABINET DE SOINS INFIRMIERS DE LA RIVIERE » sise 13 bis rue du Général de Gaulle - 54220 Malzéville – inscription n° 54-09-44**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier fourni est conforme ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La Société Civile Professionnelle d'Infirmières SCP « CABINET DE SOINS INFIRMIERS DE LA RIVIERE » est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-09-44, pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années ;

Raison sociale :

Société Civile Professionnelle « CABINET DE SOINS INFIRMIERS DE LA RIVIERE ».

Siège social : 13 bis rue du Général de Gaulle  
54220 MALZEVILLE

Cogérantes :

Mademoiselle Séverine DEMANGE

Mademoiselle Cynthia MULLER

Article 2 - Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

Article 3 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mademoiselle Séverine DEMANGE ;
- Mademoiselle Cynthia MULLER ;
- Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 3 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Extrait de l'arrêté de cessibilité modificatif 2009/DDEA 54/ADUR/004 du 3 février 2009 - Commune de Pont-à-Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activités et d'habitat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de rectifier une erreur matérielle relative à l'identité des co-indivisaires de la parcelle n° 17 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la société anonyme d'économie mixte du bassin de PONT A MOUSSON.

Article 2 - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de la SEM de PONT A MOUSSON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de PONT A MOUSSON
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Nancy, le 3 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté de cessibilité 2009/DDEA 54/ADUR/001 du 3 février 2009 - Commune de Maxéville - Création du boulevard Meurthe-Canal à Nancy et Maxéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquérir la parcelle de terrain AD 37 destinée à la réalisation du boulevard Meurthe-Canal sur le territoire de la commune de MAXÉVILLE ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'immeuble désigné sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaire à la réalisation du projet, est déclaré immédiatement cessible à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 2 - A défaut de cession amiable dudit immeuble, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de MAXÉVILLE
- Monsieur le maire de NANCY
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Nancy, le 3 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****Extrait de la décision du 2 février 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail**

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

1<sup>ère</sup> section d'inspection du travail :

Monsieur Nicolas BURGAIN - Madame Clotilde PELTIER - Tél : 03.83.50.39.42 - Courriel : dd-54.inspection-section01@travail.gouv.fr

2<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

Monsieur Philippe ADAM - Monsieur Claude MONSIFROT - Tél : 03.83.50.39.49 - Courriel : dd-54.inspection-section02@travail.gouv.fr

3<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

Monsieur Marc CORCHAND - Madame Valérie VIRIOT - Tél : 03.83.50.39.07 - Courriel : dd-54.inspection-section03@travail.gouv.fr

4<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

Monsieur Jean-Michel ALCARAZ - Madame Gisèle DESHAIS - Tél : 03.83.50.39.34 - Courriel : dd-54.inspection-section04@travail.gouv.fr

5<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

Madame Hélène BAUER - Madame Sylvie TEDESCO - Tél : 03.83.50.39.08 - Courriel : dd-54.inspection-section05@travail.gouv.fr

6<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

Madame Sonia GUICHARD - Monsieur Patrick JULY - Tél : 03.83.50.39.74 - Courriel : dd-54.inspection-section06@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "agriculture" :

Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision - Adresse : 45 rue Sainte Catherine - 54000 NANCY - Tél : 03.83.37.71.36 - Courriel : claudine.claude@dd-54.travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "transports" :

Madame Anne CAVADINI - Monsieur Arnaud COLIN - Adresse : 45 rue des Ponts - 54000 NANCY - Tél : 03.83.85.59.30 - Courriel : anne.cavadini@dd-54.travail.gouv.fr - arnaud.colin@dd-54.travail.gouv.fr

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1<sup>ère</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER ou par les contrôleurs des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Nicolas BURGAIN ou par les contrôleurs des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

2<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Monsieur Claude MONSIFROT sera assuré par Monsieur Philippe ADAM ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

3<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Marc CORCHAND sera assuré par Madame Valérie VIRIOT ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Madame Valérie VIRIOT sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

4<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Jean-Michel ALCARAZ sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Madame Gisèle DESHAIS sera assuré par Monsieur Jean-Michel ALCARAZ ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

5<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Hélène BAUER sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Madame Sylvie TEDESCO sera assuré par Madame Hélène BAUER ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> sections.

6<sup>ème</sup> section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Sonia GUICHARD sera assuré par Monsieur Patrick JULY ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> sections.

L'intérim de Monsieur Patrick JULY sera assuré par Madame Sonia GUICHARD ou les contrôleurs des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> sections.

Section d'inspection du travail "agriculture" :

Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Section d'inspection du travail "transports" :

L'intérim de Madame Anne CAVADINI sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN.

L'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Anne CAVADINI.

Article 3 : La présente décision abroge la décision du 1<sup>er</sup> septembre 2008 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 2 février 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle  
Patrick VET

**Extrait de la décision du 5 février 2009 concernant l'intérim des inspections du travail**

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle  
 Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Moselle  
 Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meuse  
 Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Vosges

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public.

**D E C I D E N T**

**Article 1<sup>er</sup>** : Messieurs Guy TROGNON, Laurent FIRHOLTZ, Damien KAUFFMANN, respectivement Inspecteur du Travail des Sections d'inspection du travail « Agriculture » des Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, en tant que de besoin, d'assurer les intérim dans les Sections d'inspection du travail « Agriculture » des autres Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Région Lorraine.

**Article 2** : Messieurs François REVOL et Tobias KENMEGNE, respectivement Inspecteur du Travail des Sections d'inspection du travail « Transport » des Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Moselle et des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, en tant que de besoin, d'assurer les intérim dans les Sections d'inspection du travail « Transport » des autres Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Région Lorraine.

**Article 3** : La présente décision prendra effet au 9 février 2009 et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle, de Meuse et des Vosges.

Nancy, le 5 février 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi  
 et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle  
 Patrick VET

Le directeur départemental du travail, de l'emploi  
 et de la formation professionnelle de la Moselle  
 Jean-Paul JOLY

Le directeur départemental du travail, de l'emploi  
 et de la formation professionnelle de la Meuse  
 Didier TILLET

Le directeur départemental du travail, de l'emploi  
 et de la formation professionnelle des Vosges  
 Alain FOUQUET

**SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST****Arrêté du 30 janvier 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du nord-est, relative à l'ingénierie publique**

Le chef du service de la navigation du nord-est

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.02 du 19 janvier 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration d'ingénierie publique accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

Vu l'arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.02 du 19 janvier 2009 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Études et Grands Travaux
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général adjoint.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 3 juillet 2008.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 30 janvier 2009

Le chef du service de la navigation du nord-est,  
 Jean-Philippe MORETAU

**TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Trésorerie de Toul - En date du 26 août 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, contrôleur principal du trésor**

Le soussigné Jean-Pierre BEAUX, Trésorier de TOUL

déclare constituer pour son mandataire spécial et général Mme Laurence GHERAERT, contrôleur principal du trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de TOUL, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de TOUL, entendant ainsi transmettre à Mme GHERAERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
 Laurence GHERAERT  
 Contrôleur Principal

Signature du mandant  
 Jean-Pierre BEAUX  
 Receveur-Percepteur

Toul, le 26 août 2008

**Trésorerie de Toul - En date du 26 août 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Colette AMBERT, contrôleur principal du trésor**

Le soussigné Jean-Pierre BEAUX, Trésorier de TOUL

déclare constituer pour son mandataire spécial et général Mme Colette AMBERT contrôleur principal du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de TOUL d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de TOUL, entendant ainsi transmettre à Mme AMBERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Colette AMBERT  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Jean-Pierre BEAUX  
Receveur-Percepteur

le cas échéant,

donner délégation à Mme AMBERT Colette contrôleur principal du Trésor pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Colette AMBERT  
Contrôleur Principal

Signature du délégant  
Jean-Pierre BEAUX  
Receveur-Percepteur

Toul, le 26 août 2008

